

Contribution générale de Socialécologie : les orientations



1- La gauche face au désenchantement politique des Français

La société moderne, celle de « l'homo economicus », vacille sur ses deux piliers : travailler et consommer. Le chômage, la précarité et l'ascenseur social en panne, font trembler le premier. La dégradation de l'environnement, les problèmes de pouvoir d'achat, la marchandisation de l'individu et l'uniformisation des modes de vie, menacent le second.

Les mouvements sociaux défilent aujourd'hui sous la poussée du mécontentement suscité par la politique injuste et inefficace de Nicolas Sarkozy (retraités, handicapés, lycéens..). Une déception partagée par de nombreux électeurs et qui s'est traduite par la défaite sévère de la droite aux élections municipales et cantonales. Mais l'autre enseignement du dernier scrutin, c'est l'importance de l'abstention qui fait contraste avec la participation très élevée à l'élection présidentielle. Certes, ces élections n'ont pas les mêmes enjeux, mais il semble qu'après une attente très forte de la part des citoyens lors de la présidentielle, les Français soient revenus au désenchantement politique qui les caractérise.

Nous vivons en effet dans un contexte généralisé de défiance du politique. L'opposition droite/gauche apparaît parfois factice et les projets politiques insuffisamment distincts, s'affrontant souvent sur le détail d'une mesure plutôt que sur un projet de société. Outre cette crise de confiance envers les politiques, le citoyen souffre d'un manque de repères pour s'orienter dans un monde qui apparaît de plus en plus complexe. La crise des idéologies ne permet plus aux citoyens de pouvoir lire le monde à travers une interprétation unique. L'afflux d'informations, si cela constitue évidemment un progrès pour la démocratie, demande au citoyen beaucoup plus d'efforts d'analyse et de sens critique, pour se positionner dans l'espace politique. D'autant que les discours d'experts se contredisent souvent à travers des batailles de chiffres et des théories qui s'opposent. Enfin, la presse n'explique pas les divergences politiques qui fondent les divergences entre les différents courants et leaders de parti politique. Elle ne retient que les prétendus querelles de personnes pour la seule prise du pouvoir.

Cette crise touche tous les partis de l'échiquier politique mais particulièrement la gauche bien sûr, après trois défaites successives à l'élection présidentielle, et malgré des victoires aux élections intermédiaires dans des contextes d'impopularité des gouvernements de droite en place.

L'enjeu pour la gauche est donc de susciter une véritable adhésion et non pas de gagner les élections par rejet de l'autre camp. Elle doit cesser d'apparaître pour nombre d'électeurs comme le parti de la conservation des avantages acquis, destiné à amortir par transition les coups d'un capitalisme dérégulé.

Pour cela, la gauche doit se relever des ambiguïtés et des contradictions qui la mettent mal à l'aise face à son ambition de transformation sociale, et face à la crise de l'intérêt général qui secoue notre pays.

Face à son ambition de transformation sociale tout d'abord. Comment garantir aux citoyens un niveau élevé de protection sociale en dépit de la concurrence internationale à laquelle sont soumises les entreprises ? Comment garantir une redistribution équitable des richesses malgré les risques d'évasion fiscale ? Comment convaincre que notre projet ne se limite pas

à augmenter sans cesse la taille de l'Etat social pour réparer les dégâts causés par l'économie marchande, sans pouvoir agir sur le niveau des richesses produites ? En s'inscrivant dans le discours dominant d'une mondialisation où prévaut la libre concurrence et la compétition, la droite paraît à certains plus pragmatique et plus moderne. Elle aiguise le nationalisme, martèle le slogan énergique 'travailler plus pour gagner plus', et prétend gagner la course à la compétitivité. De plus, la droite profite du désordre social engendré par le modèle de société qu'elle promeut : plus les inégalités et l'individualisme délitent le corps social, et plus les citoyens sont tentés de faire appel à la droite pour restaurer l'ordre Républicain.

Le malaise du parti socialiste se traduit alors par une valse-hésitation entre transformation de la société et adaptation, entre la négation des contraintes de la mondialisation qui peut apparaître contre-productive, et les compromis excessifs d'un social-libéralisme mou. Ce malaise engendre un flou idéologique qui donne le sentiment dans l'opinion publique que les socialistes n'ont pas de programme, parce qu'ils hésitent entre deux voies, l'une semblant à certains peu « avouable », la seconde paraissant à d'autres peu crédible. La refondation du PS et de la gauche passe donc par la clarification de son rapport à la mondialisation, pour passer d'une position défensive à un projet alternatif.

La gauche est aussi mal à l'aise face à la crise de l'intérêt général qui résulte de la dégradation des conditions de vie dans un climat d'impuissance politique. Cette crise de l'intérêt général est nourrie par la droite qui en avait fait un axe fort de la stratégie de campagne de Nicolas Sarkozy en 2007. En opposant différentes catégories de la population, le plus souvent fantasmées (riches et pauvres ; travailleurs et assistés ; voyous et bons citoyens ; Français et étrangers ; bien portants et malades...), la droite alimente une vision consumériste de la politique : je vote pour celui qui améliorera ma situation personnelle, et non pour un projet de société.

Dès lors, il a été ces dernières années plus difficile pour le parti socialiste d'affirmer sa défense des intérêts de populations montrées du doigt par la droite avec la complaisance de plusieurs médias. De nombreux citoyens aux revenus modestes ont semblé juger avec sévérité les politiques sociales envers les exclus. Toutefois, il faut reconnaître que le vent idéologique commence à tourner depuis que le choc fiscal de celui qui avait promis la « rupture », a fait pschitt. Le PS doit pourtant clarifier son positionnement sur les contradictions des intérêts qui habitent la société, en particulier s'il souhaite reconquérir l'électorat des classes populaires. C'est un électorat que le PS reconnaît lui-même avoir progressivement perdu au profit des classes moyennes et parfois supérieures.

Enfin, une partie des clivages du PS, en lien avec la crise de l'intérêt général, se cristallise autour d'une question : le PS est-il « angéliste » ? Doit-il inclure la notion d'ordre et d'autorité dans son idéologie ? Ce qui se décline entre autre par : faut-il développer une éthique de la responsabilité individuelle, au risque d'introduire une confusion avec le « chacun pour soi » de la droite ? Nous n'abordons pas en détail ce thème dans cette contribution, mais rappelons simplement que la République doit promouvoir des devoirs autant que des droits afin de garantir le respect des valeurs collectives qui fondent l'intérêt général. Dans ces devoirs on peut inclure aussi celui de chercher activement à s'insérer dans l'emploi, à des conditions acceptables pour soi-même, dès lors qu'on bénéficie de la solidarité nationale. Ce n'est pas soutenir la droite dans son discours de chasse aux assistés si par ailleurs la gauche sait insister sur ce qui fonde sa différence essentielle avec la droite : à savoir une vision systémique des questions de société où les problèmes et leurs solutions résident dans l'organisation de la société, et où la loi protège le plus faible. Elle s'oppose à la vision individualiste et culpabilisante de la droite, où les problèmes et solutions sont du ressort des individus, pour lesquels il convient de minimiser les lois afin de « libérer les énergies ».

A qui le PS s'adresse-t-il ? Comment considère-t-il l'individu ? sont des questions essentielles à la redéfinition du projet socialiste.

2- Donner un avenir au développement

Si l'idéal socialiste n'est plus la collectivisation des moyens de production pour s'opposer à l'exploitation du salarié par le patron, qu'est-ce que le socialisme ? L'introduction par l'Etat de protections pour compenser le lien de subordination qui unit le salarié à son employeur ? Une politique de redistribution fiscale visant l'égalité des revenus et l'éradication de la pauvreté ? Tout cela est nécessaire mais pas suffisant. Il ne suffit pas d'œuvrer pour que la minorité défavorisée de la société rattrape les modes de vie de la majorité, sans se demander si ces modes de vie évoluent dans un sens plus épanouissant pour les individus. De même, la finalité d'un projet politique ne peut se réduire à l'objectif de croissance du pouvoir d'achat des individus, aussi légitime soit-il pour les personnes aux revenus modestes. Un projet politique se doit d'aborder ce qui fonde le sens de la vie, l'estime de soi à travers les liens qu'on tisse avec les autres, la recherche du bonheur. Pour cela, il doit en particulier s'interroger sur les modèles dominants que véhicule la société.

Or, nous sommes abreuvés dans les médias d'exemples de réussite éclatante complètement déconnectés des possibilités réelles offertes par la société au plus grand nombre. Dans notre société, la valeur d'un individu se mesure souvent à l'aune de ses revenus, ce qui ne peut être que source de frustration croissante avec un ascenseur social bloqué. Frustration et culpabilité, car l'individualisme régnant tend à valoriser la responsabilité personnelle au détriment du combat collectif pour changer la société. Alors qu'autrefois la société avait tendance à nier l'individu au profit du collectif, aujourd'hui la pression de la société sur l'individu s'exerce plus sournoisement. En pointant sa responsabilité personnelle dans la conduite de son existence, en le poussant à se comparer sans cesse aux autres et à leur performance, elle le pousse non pas à s'oublier au profit de la collectivité, mais au contraire à se regarder sans cesse dans le miroir avec plus ou moins d'insatisfaction. Cette tendance va de pair avec la société de consommation qui réduit l'homme à ses dimensions de « travailleur consommateur », destiné à concourir toute sa vie à produire plus de richesses, richesses assimilées au bonheur.

Une société de consommation bousculée par la pressante nécessité de modifier nos modes de vie. Notre modèle de développement est en effet une impasse : il n'est extensible ni dans le temps ni aux autres pays de la planète. L'empreinte écologique mondiale, qui mesure la pression des activités humaines sur les ressources de la planète, dépasse déjà de 30% environ la capacité de charge de la planète.

L'état de l'environnement conditionne désormais tout projet politique au vu de la gravité et de l'urgence posées par les problèmes écologiques. Il ne s'agit plus de tenter d'intégrer la protection de l'environnement a posteriori dans les politiques publiques, mais de repenser tout le projet politique en amont en fonction de ses impératifs : l'écologie en est alors le fil conducteur et non un seul chapitre. La réduction du concept de développement durable à une déclaration de bonnes intentions par les politiques, et à une stratégie de communication par beaucoup d'entreprises, le prouve : on ne sortira pas de l'immobilisme sans réformer profondément les mécanismes de l'économie mondiale et notre conception du progrès.

C'est pourquoi l'écologie est loin de constituer un « art de vivre » dépassant de manière consensuelle le clivage droite-gauche. L'écologie condamne en effet les consommations « luxueuses » d'une minorité au détriment de la satisfaction des besoins essentiels de tous. Parce qu'elle implique un partage des richesses plus équitable, une régulation publique forte des mécanismes de marché, même au détriment de lobbies économiques puissants, la gauche reste mieux armée que la droite dans le combat écologiste. La droite est incapable de mener des politiques environnementales dignes de ce nom, et la déception suscitée par l'« après-grenelle » de l'environnement prouve d'ailleurs par l'exemple cette assertion.

Non seulement l'écologie ne fait pas l'objet d'un consensus entre la gauche et la droite, mais elle est loin de constituer une évidence pour l'ensemble de la gauche elle-même. Au-delà

des discours convenus, beaucoup d'entre nous continuent d'opposer l'urgence sociale à l'urgence environnementale sans chercher à se donner les moyens de dépasser les conflits potentiels entre les deux : c'est le cas par exemple lorsque le PS défend la TIPP flottante¹, sans cohérence avec la taxe carbone dont il a par ailleurs accepté le principe.

De plus, beaucoup d'entre nous continuent de penser séparément croissance économique et protection de l'environnement, par un cloisonnement de la pensée qui puise sa source dans la tradition productiviste de notre idéologie. En fait, l'écologie est loin d'être une évidence car elle requiert une sorte de déclic psychologique, pour prendre réellement conscience que nous devons opérer des changements profonds de notre mode de développement, remettre en question nos certitudes sur les théories économiques et, tout simplement, cesser de sacrifier demain à aujourd'hui.

Cette prise de conscience entraîne alors davantage de cohérence dans la pensée politique. Elle donne le courage d'assumer l'adoption de certaines priorités pour répondre à l'urgence environnementale, mais inscrites dans un projet qui défend l'intérêt du plus grand nombre.

En somme, le projet socialiste ne peut se résumer à la redistribution équitable des richesses, sans s'interroger tout autant sur la nature des richesses à créer. Cette orientation est d'ailleurs énoncée dans le projet de nouvelle déclaration de principes du parti socialiste. Il est important de réviser les outils économiques qui permettront d'orienter la nature des richesses produites. Pour cela, il doit d'abord abandonner son objectif de maximiser la croissance de la production et de la consommation dans un monde aux ressources finies. Cela revient en effet à ignorer non seulement les défis écologiques, mais aussi les questions sur la nature du progrès. Car la croissance économique est de moins en moins corrélée à l'augmentation du bien-être et de la qualité de vie des citoyens. Nous montrons dans cette contribution que l'activité économique génère des inconvénients qui appellent de manière croissante des revenus de compensation. Faute de temps libre suffisant, l'« avoir » et le désir de « marchandises-prothèses », tendent à remplacer l'« être ». La croissance laisse de côté ceux qui ne peuvent accéder à des biens essentiels dont les prix augmentent sans cesse ; mais elle laisse également insatisfaits ceux qui sont saturés d'offres commerciales, et dont l'exigence de qualité de vie et d'épanouissement ne saurait être satisfaite par un surcroît immédiat de pouvoir d'achat.

Pour transformer ces principes en propositions politiques concrètes, le PS doit d'abord dépasser la notion de pouvoir d'achat, pour le considérer non plus comme une fin en soi mais comme un moyen parmi d'autres d'améliorer le bien-être, c'est-à-dire les capacités des individus à suivre le mode de vie qu'ils peuvent (raisonnablement) souhaiter, sans gaspillage des ressources. Dans ces capacités à développer, nous incluons un confort minimal de vie qui passe effectivement par une augmentation des revenus pour les plus modestes ; mais nous inscrivons aussi en priorité l'emploi et l'autonomie dans le parcours professionnel, ainsi que le temps libre. Notre ambition pour le travail ne doit pas viser seulement à sécuriser le salarié, mais aussi à faire du travailleur l'acteur principal de son parcours professionnel. L'amélioration de ces capacités peut passer par des mesures telles que la refonte des prestations sociales accompagnée de la création d'un revenu minimum garanti variant selon le temps de travail et couplé à un contrat d'insertion individualisé. Un accès élargi aux services de proximité, ainsi qu'aux activités culturelles et de loisirs, enrichira les relations sociales et développera le temps libre de nombreux citoyens par une économie non seulement plus riche en emploi et plus créative, mais aussi économe en ressources.

Nous proposons également des mesures pour développer la mobilité professionnelle choisie et la sécurité sociale professionnelle. Elles sont d'ailleurs nécessaires à notre objectif d'orienter la production de richesse en développant ou réduisant certains secteurs économiques.

L'amélioration globale du bien-être des citoyens passe donc par des réponses politiques différenciées à des besoins différenciés. Cela rejoint le thème de la fragmentation sociale,

¹ Mécanisme visant à baisser le coût du carburant en cas de hausse du cours du pétrole

qui revient souvent dans les analyses au PS, sans pour autant aboutir à un contenu politique opérationnel.

L'amélioration du bien-être, comme la préservation de l'environnement, passent également par une autre conception du progrès, dans laquelle il importe d'agir sur le contenu de l'activité économique, plutôt que sur le volume de production. Cela requiert notamment de remplacer, dans tous les secteurs de l'économie, les modes de production et de consommation non durables par des modes équivalents en terme de service rendu, et soutenables pour l'environnement. De développer massivement les activités qui sont à la fois socialement utiles et à faible impact écologique (services de proximité...); de réorienter nos spécialisations industrielles vers des activités à forte valeur ajoutée dépendant davantage de l'économie de la connaissance que de la production de masse. Pour ce projet, la « vérité des prix », c'est-à-dire l'intégration dans le prix des produits de leurs effets négatifs ou positifs sur l'environnement ou sociaux (les externalités), est un levier essentiel. Cela correspond à une refonte globale de la fiscalité qui aurait alors plusieurs objectifs : la redistribution bien entendu, mais aussi la gestion des externalités.

Ces principes nous conduisent à dépasser le clivage croissance/décroissance puisque le mieux-être n'est pas directement lié à l'augmentation ou à la diminution du PIB, mais à la nature des richesses produites. Nous n'adoptons pas de pétition de principe, ni sur la nécessité de la croissance, ni sur son incompatibilité définitive avec la réduction de notre empreinte écologique. Faire de ces principes la priorité d'un projet politique serait amorcer une véritable rupture dans notre qualité de vie et remettre l'économie au service de l'humain et non plus l'inverse.

Il va de soi qu'un modèle économique durable doit se décliner à chaque échelle de territoire, du local au global. Si le principe est évident, les outils manquent encore pour s'assurer de cette cohérence des politiques publiques. Il faut bien sûr œuvrer pour une meilleure gouvernance au sein de la communauté internationale à travers ses institutions, comme avec la création d'une Organisation Mondiale de l'Environnement par exemple. Mais il faut aussi que l'Union européenne puisse agir sans attendre un improbable consensus international sur certaines questions. Elle doit d'abord elle-même subordonner ses stratégies commerciales à la sécurité alimentaire, la préservation de l'environnement, la résorption de la pauvreté et la démocratie dans le monde. Pour cela, il faut décloisonner les questions commerciales, environnementales et sociales et les intégrer aux accords commerciaux bilatéraux entre l'Union et les pays du Sud notamment. Sans position de principe sur le degré d'ouverture des frontières, celui-ci découlera des négociations où s'exprimeront nos préférences collectives en matière sociale et environnementale. Il apparaît toutefois nécessaire que les pays émergents tels que la Chine recentrent leur développement sur celui de leur marché intérieur plutôt que sur leurs exportations, pour le bien-être de leurs habitants, et pour la préservation de l'emploi dans les pays occidentaux. Mais aussi dans une perspective de rapprochement des lieux de production et de consommation qui obéit à des critères écologiques. Nous devons d'ailleurs engager avec les pays émergents une véritable coopération sur les questions environnementales et particulièrement énergétiques. Cela sera possible avec une Europe à la souveraineté économique retrouvée, libérée d'un dumping fiscal, social et environnemental encouragé par un libéralisme des institutions d'autant plus dogmatique qu'il est préservé du jugement démocratique. Une Europe qui devra nécessairement inscrire parmi ses priorités l'harmonisation des modèles sociaux, et la solidarité territoriale pour dédommager les perdants des politiques communes. Ses institutions seront peut-être (ou sans doute ?) amenées à évoluer profondément (Europe des cercles, fédéralisme, intégration différenciée...). Aujourd'hui en tout cas, un débat démocratique de grande ampleur au sein des peuples européens sur les politiques de l'Union est sans doute la condition nécessaire pour sortir l'Europe de l'enlisement.

L'exigence de solidarité territoriale s'applique aussi à la France. Sa politique de développement doit être centrée sur les territoires défavorisés, qui ne doivent pas être

considérés comme des territoires « à charge » pour la collectivité, empêchant les pôles d'excellence de se développer ailleurs. Loin d'un énième plan banlieues au financement indigent, nous devons proposer le redéploiement de toutes les politiques de droit commun en faveur des territoires prioritaires. Fixons-nous également un objectif ambitieux de réduction des inégalités de ressources entre communes par une répartition plus juste des dotations de l'Etat. Au niveau des régions aussi, les écarts de richesse baisseront par un développement équilibré des territoires en pôles économiques, par opposition au développement tentaculaire des mégalo-pôles. Cette orientation sera poursuivie parallèlement à la lutte contre l'étalement urbain et pour la préservation des espaces naturels.

3- Allier le réel à l'idéal

La gauche ne saurait abandonner son idéal de transformation de la société. Ne s'est-elle pas fondée sur le refus de la distribution arbitraire du capital, et de la réduction des rapports sociaux aux logiques du marché et de la concurrence ?

Ce combat ne pouvant être gagné qu'à l'échelle mondiale, le PS doit se refonder sur la question européenne et internationale : il faut européeniser et même internationaliser le débat, nos projets, nos discours. Il faut sortir du discours de notre place dans la compétition mondiale pour entrer dans celui de la coopération entre pays. L'Europe ne devrait pas être le dernier chapitre, mais le premier de notre programme, car ce qui est décidé à ce niveau surdétermine les politiques nationales et locales. Là encore, cette proposition apparaîtra consensuelle ; sauf que dans les faits, les dirigeants socialistes occupent rarement la scène médiatique pour parler de questions internationales essentielles telles que la sécurité alimentaire, la biodiversité, les mutations économiques engendrées par l'émergence des géants asiatiques, ...

Même si la gauche française ne représente qu'une goutte d'eau du vaste mouvement de mobilisation qui serait nécessaire pour changer le monde, nous ne devons pas paraître dépassés par des bouleversements mondiaux qui nous conduiraient à restreindre notre parole à la scène politique franco-française. Retrouver la dimension internationaliste du socialisme, c'est conserver une ambition de transformation radicale de la société. Cette ambition n'est pas incompatible avec des prises de positions claires et lucides sur les contraintes de l'exercice du pouvoir et les marges de manœuvre disponibles.

Concrètement, quelles sont les orientations politiques qui nous permettront d'utiliser au mieux ces marges de manœuvre ? De manière générale, elles demandent de développer des politiques très ciblées à destination des citoyens et des entreprises en fonction de leurs besoins spécifiques, de leur capacité financière, et afin d'orienter leur comportement de producteurs et de consommateurs.

En ce qui concerne les besoins, les politiques sociales seront plus efficaces si elles sont, comme nous l'avons proposé, plus lisibles et tournées directement vers l'amélioration du niveau de vie des personnes prioritaires. Cela s'oppose au saupoudrage de l'action publique par des mesures coûteuses touchant de manière identique un grand nombre de personnes, quelle que soit leur situation sociale, mais sans impact réellement perceptible sur la vie quotidienne (par exemple, une baisse généralisée de la TVA de un point). Ces principes s'appliquent notamment à notre système de retraites pour lequel la simplification, la souplesse et l'équité permettraient de développer une retraite « à la carte », tout en faisant face aux nécessaires contraintes de financement induites par l'allongement de l'espérance de vie et la baisse de la population active. Nous lions cette question des retraites à celle de l'emploi des seniors et de l'insertion des jeunes actifs.

Nous devons investir également dans un service public de l'emploi et de la formation professionnelle performant pour accompagner chaque actif dans son parcours professionnel. Bien sûr, cela exige des moyens et toute gestion publique « au cas par cas » entraîne des

risques de bureaucratie importants qu'il faut réduire. Ce sera le cas notamment si nous développons une logique de contractualisation avec certaines professions telles que les agriculteurs et les pêcheurs pour concilier leur activité avec le respect des normes environnementales, auquel sera mieux subordonné le versement d'aides publiques.

Mais cette logique va dans le sens d'une plus grande responsabilité sociale et environnementale des entreprises que les pouvoirs publics peuvent par ailleurs favoriser par plusieurs outils complémentaires à la réglementation : la fiscalité, les marchés de permis d'émission, la labellisation et l'information du citoyen au sens large. Ces outils visent à influencer sur le comportement des entreprises, mais aussi celui des consommateurs pour favoriser les achats d'usage qui répondent à des besoins, et pour décourager ceux qui gaspillent les ressources. Il faut toutefois les envisager dans la perspective plus large de développer certains secteurs de l'économie et de diminuer l'importance d'autres secteurs : il ne s'agit pas seulement de responsabiliser chaque entreprise sur ses pratiques dans son domaine d'activité.

Certaines activités manquent de rentabilité au regard des critères fixés par les marchés mais sont en phase avec une perspective de développement durable. Pour ces activités, la collectivité doit pouvoir trouver une place dans la structure de financement. Cela passe par la création d'un outil mixte d'investissement, réunissant une agence publique et des banques, pour faire bénéficier les entreprises concernées d'instruments de crédit. Cet outil de financement, qui pourrait être une caisse des dépôts et consignations renouvelée et renforcée, agirait également pour favoriser l'innovation et la prise de risque économique. L'Etat ne serait donc pas le propriétaire, ni même l'investisseur principal ou le donneur d'ordre, mais celui qui initie ou donne une impulsion, pour développer les activités qu'il juge prioritaires.

De manière générale, les « marges de manœuvre » passent autant que possible par une moindre dépendance vis-à-vis de secteurs économiques inscrits dans une concurrence mondiale acharnée et souffrant sensiblement de la hausse du cours de l'euro. Des capitaux instables, des exigences de rentabilité incompatibles avec l'investissement dans l'outil de production, mènent tout droit à la délocalisation du savoir-faire et de la production dans les pays à bas coûts de main d'œuvre. Nous n'avons certes pas de marges de manœuvre à l'échelle nationale pour agir sur les causes du dumping social et fiscal, mais nous avons des leviers d'action pour prévenir les abus (délocalisations et licenciements boursiers, insuffisance manifeste d'investissement pour vampiriser les profits des entreprises). Ces leviers ont trait au mode d'imposition des entreprises, mais aussi à une législation plus protectrice, responsabilisant en particulier le donneur d'ordre vis-à-vis de ses sous-traitants. Pour prévenir les abus, il faut instaurer une plus grande démocratie de la direction des entreprises, avec un pouvoir réel des syndicats et de la collectivité pour proposer des alternatives en cas de projet de plan social ou de fermeture d'usine.

Globalement, l'entreprise doit devenir un lieu de démocratisation de l'économie, pour ne pas faire porter tous les espoirs de la gauche sur la régulation macro-économique, indispensable mais de plus en plus difficile à manœuvrer dans le cadre d'une économie mondialisée.

Agir sur la propriété des entreprises, en favorisant la création de coopératives, permet de substituer à la rationalité libérale motivée par la recherche de profit, un mode d'échange basé sur des logiques à la fois économique, citoyenne, et solidaire.

Pour les entreprises traditionnelles, la difficulté pour les pouvoirs publics consiste à faire le tri entre les contraintes qui peuvent sérieusement obérer leur compétitivité, et ce qui relève de l'abus et de la course sans fin au moins disant social. Il est indispensable de ne pas tomber dans le piège d'une vision manichéenne des entreprises, voulant leur appliquer les mêmes contraintes quelles que soient leurs capacités financières, de la multinationale à la petite entreprise de main d'œuvre. Pour cela, nous pouvons d'abord reconnaître que la souplesse en matière de gestion des effectifs, et du volume de travail par rapport au niveau d'activité, n'est pas sans conséquence sensible sur la performance des entreprises. Mais les

avantages accordés aux entreprises doivent être accompagnés de contreparties, notamment une vraie sécurité sociale professionnelle en échange de l'assouplissement des ruptures d'emploi, et sans remise en cause du droit de recours des salariés.

Enfin, au-delà de l'action envers les entreprises, nous devons mener une politique de justice fiscale passant par un impôt sur le revenu plus progressif, des revenus de l'épargne davantage imposés, la refonte de la fiscalité locale. Nous devons chercher à remporter une victoire idéologique sur la manière dont nous considérons les inégalités de revenus en France, en appuyant sur leur absence de justification au regard du mérite, de la pénibilité, et de l'utilité sociale.

Une autre bataille idéologique à mener concerne les rapports entre employés et direction dans le monde du travail, fonctionnant encore très largement sur la loi du plus fort et l'obéissance hiérarchique. Enfin, nous devons encore et toujours promouvoir la solidarité envers les générations futures par l'écologie auprès de ceux qui restent à convaincre, souvent ceux qui sont absorbés par leurs problèmes matériels immédiats.

En prônant un nouveau modèle de développement, la gauche se distinguera plus nettement de la droite aux yeux des citoyens. Parce qu'elle voudra donner un sens à la production de richesses, pour améliorer la qualité de la vie et des relations sociales des habitants, cultiver un autre rapport à la nature, et sortir de la civilisation du « toujours plus » et du culte de la compétition. En passant d'une économie des profits à une économie des besoins, elle réalisera l'un des objectifs essentiels du développement durable : abandonner le superflu pour sauvegarder l'essentiel.

Pour en savoir plus et pour contacter Socialécologie :

www.socialecologie.fr - socialecologie@gmail.com - 06.09.95.27.90